



Hérault

ARRETE MUNICIPAL N°2025/424

CIRCULATION ET STATIONNEMENT INTERDITS POUR LE TOURNAGE D'UNE SERIE POUR LA PLATEFORME AMAZONE.

Le Maire de Cournonterral :

- **VU** les articles L 2213-1, L 2213-2, L 2213-3, du Code des Collectivités Territoriales, relatifs aux pouvoirs de police du Maire.
- **VU** le Code de la Route et notamment les articles R 411-3 et R 411-25, Article L 115-1 du code de la voirie routière
- **VU** l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 - 8ème partie : signalisation temporaire) approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 Novembre 1992 et modifiée par les textes subséquents ;
- **VU** la demande de L'entreprise Iconozon pour le tournage d'une série pour la plateforme Amazone au 7, rue Mallet.
- **Considérant** que pour assurer la sécurité des usagers, il y a lieu de neutraliser provisoirement le stationnement et la circulation dans la voie publique suivante :

RUE MALLET ET PARKING DU CHATEAU MALLET

ARRETE

ARTICLE 1 : L'autorisation est donnée à l'entreprise **ICONOZON** de tournée une série pour la plateforme Amazone au 7, rue Mallet du 23/09/2025 à partir de 08h00 jusqu'au 26/09/2025 20h00. Le stationnement rue Mallet (côté gauche) sera interdit et la circulation sera fermée aux véhicules pendant les prises de vues. Le stationnement des véhicules sera interdit au parking du château Mallet pour la mise en place des véhicules techniques (poids lourds).

ARTICLE 2 : La responsabilité du demandeur sera substituée à celle de l'administration si celle-ci venait à être recherchée pour tout accident qui serait de la conséquence de la présente réglementation.

ARTICLE 3 le demandeur restera responsable de tous les accidents ou dommages qui pourraient résulter de l'existence et de l'exploitation des conduites, des canalisations et des ouvrages.

ARTICLE 4 : Les demandeurs devront se conformer à toutes dispositions ou obligations réglementaires non prévues par le présent arrêté.

ARTICLE 5 : Les demandeurs ne pourront, sous peine de sanctions, occuper le domaine public ou privé défini ci-après, qu'en possession du présent arrêté, ainsi que de l'éventuelle autorisation rectificative d'occupation.

ARTICLE 6 : Les prescriptions au présent arrêté seront rappelées par la pose de barrières installées et un panneau d'interdiction de stationner et de circuler seront mis en place par les Services Techniques de la Ville avec affichage de l'arrêté par l'entreprise Iconozon.

ARTICLE 7 : Les demandeurs devront afficher en permanence, visible du domaine public, le présent arrêté et les éventuelles autres autorisations, qui devront pouvoir être produites à toutes réquisitions des Services de Police, de Gendarmerie et ceux de la Ville.

ARTICLE 8 : Les infractions aux dispositions qui précèdent seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants seront traduits devant les tribunaux compétents.

ARTICLE 9 : le demandeur devra informer le service de la Police Municipale de toutes modifications pouvant survenir durant la présente autorisation.

ARTICLE 10 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 11 : A défaut de respect des conditions ci énoncées, la présente autorisation est pour tout ou partie révoquée à tout moment.

ARTICLE 12 : Le Maire et les Agents de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 13 : Ampliation de cet arrêté sera transmise à :

Au chef de la Police Municipale
Au Service Technique
Au Chef de corps des Sapeurs-Pompiers
A l'entreprise Iconozon

Fait à COURNONTERRAL,
LE 10/09/2025
LE MAIRE, William ARS



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours exercé dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication.
Le Maire exécutera compte tenu de la publication à Cournonterral.